

## L'Amérique latine dans le système mondial, 1950-1980 Latin America in the World System, 1950-1980

Daniel A. Holly

Volume 17, Number 2, 1986

Les Amériques latines dans le système mondial 1954-1984

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/702007ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/702007ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Holly, D. A. (1986). L'Amérique latine dans le système mondial, 1950-1980. *Études internationales*, 17(2), 331–365. <https://doi.org/10.7202/702007ar>

Article abstract

This article is about the international relations of Latin America between 1950-1980. No systematic account of such history is attempted here. Rather attention is paid above all to the main thrust of such history. In this study it is argued that most dominated countries have very little capacity to affect the general and most fundamental structures of the World System. These countries tend to be mere object of history. Their foreign policies to a very large extent contribute to the reproduction of the World System. Indeed it is one of the functions they must assume as far as the development of the system is concerned. But given the fact that underdeveloped countries are also subject of history, they do not submit passively to such a general law of social system. Their foreign policies are sometimes designed to modify the International Division of Labor "or their place within it" and with it the distribution of power without however drastically changing or upsetting the inner logic of the World System. It is within such an approach that one must study the international role of dominated countries in general and of the Latin American states in particular.

## L'AMÉRIQUE LATINE DANS LE SYSTÈME MONDIAL 1950-1980

Daniel A. HOLLY\*

### *ABSTRACT — Latin America in the World System, 1950-1980*

*This article is about the international relations of Latin America between 1950-1980. No systematic account of such history is attempted here. Rather attention is paid above all to the main thrust of such history. In this study it is argued that most dominated countries have very little capacity to affect the general and most fundamental structures of the World System. These countries tend to be mere object of history. There foreign policies to a very large extent contribute to the reproduction of the World System. Indeed it is one of the functions they must assume as far as the development of the system is concerned. But given the fact that underdeveloped countries are also subject of history, they do not submit passively to such a general law of social system. Their foreign policies are sometimes designed to modify the International Division of Labor "or their place within it" and with it the distribution of power without however drastically changing or upsetting the inner logic of the World System. It is within such an approach that one must study the international role of dominated countries in general and of the Latin American states in particular.*

Il est malaisé de discuter de « l'Amérique latine dans le système mondial de 1950 à 1980 » dans un court article. Un sujet aussi vaste, mettant en cause des situations nombreuses et diverses, pourrait faire l'objet d'un volumineux travail.

Les problèmes qui se posent à l'Amérique latine dans ses relations internationales sont les mêmes que ceux confrontés par les petits pays: problèmes de développement économique, de dépendance, de tensions internes et de déséquilibre, problèmes liés à l'appartenance à l'ordre économique mondial. Mais, problèmes aussi de rapports avec les centres hégémoniques avec tout leur cortège d'exigences d'alignement, d'intervention, de frustrations et parfois d'incompréhension. Le sous-continent, comme d'ailleurs le reste des pays dominés, pris dans les rets de l'économie mondiale, paraît condamné à en subir la loi. Son espace est non seulement espace de valorisation du capital des pays dominants, mais enjeu dans le champ des rivalités inter-impérialistes.

Mieux, la région est aussi un enjeu dans la lutte Est-Ouest, du fait de son appartenance au système mondial. Les tensions et conflits suscités par l'insertion dans le système de l'économie mondiale créent inévitablement des occasions de rupture révolutionnaire. Lorsque cela se produit effectivement, la logique d'un système mondial bipolaire a tôt fait d'y introduire la dimension Est-Ouest.

---

\* Professeur au Département de science politique de l'Université du Québec à Montréal.  
*Revue Études internationales*, volume XVII, n° 2, juin 1986

Voilà qui restreint considérablement la marge de manoeuvre des petits pays. Or, les moyens dont dispose chacun d'eux pour y faire face varient énormément. Les situations internes ne se ressemblent pas. Et, l'unité d'action est rarement atteinte. L'orientation fondamentalement Nord-Sud de leurs relations internationales inhibe beaucoup le développement des rapports Sud-Sud considérés par plus d'un pays comme un moyen d'atténuation et d'affaiblissement de l'emprise de la bipolarité.

Comment rendre compte de toute cette richesse? Ne faudrait-il pas procéder par des études de cas? Confronté à la complexité des situations, l'analyste est forcé de choisir son angle d'attaque. Ceci est encore plus impératif dans le cadre d'un court essai.

Pour nous, l'insertion des pays sous-développés dans le système mondial est le point de départ obligé de toute analyse de leurs relations internationales. Le système mondial constitue, en effet, le cadre général de leur action internationale. À ce titre, il établit les limites de celle-ci et définit la marge d'autonomie des pays sous-développés. À la fois objets et sujets de l'histoire, les pays dominés subissent, en quelque sorte, la « loi » du système, tout en disposant de certaines latitudes pour tenter de modifier leur place dans ce système.

En tant qu'objets de l'histoire, ils sont ensermés dans des rapports qui déterminent, dans une large mesure, leur mode de participation aux relations internationales. Les rapports de domination sont ici primordiaux. La constitution de l'économie-monde actuelle a assigné à chaque formation sociale une place spécifique. L'ensemble des rapports entre pôle dominant et pôle dominé se structure selon une logique qui reproduit, constamment, ou tend à reproduire, la structure globale de l'ordre mondial. C'est ce qu'affirme, entre autres F. Braudel lorsqu'il écrit:

Une économie-monde possède toujours un pôle urbain, une ville au centre de la logistique de ses affaires... Des villes-relais entourent le pôle à plus ou moins grande et respectueuse distance, associées ou complices, plus fréquemment encore asservies à leur rôle second. Leur activité s'accorde à celle de la métropole: elles montent la garde autour d'elle, rabattent vers elle le flux des affaires, redistribuent ou acheminent les biens qu'elle leur confie, s'accrochent à son crédit ou le subissent... Une ville-monde ne peut atteindre et maintenir le haut niveau de sa vie sans le sacrifice, voulu ou non des autres.

Les diverses zones d'une économie-monde regardent vers un même point, le centre: polarisées, elles forment déjà un ensemble aux multiples cohérences... Et, une fois établies, les liaisons durent.

Toute économie-monde est un emboîtement, une juxtaposition de zones liées ensemble, mais à des niveaux différents. Sur le terrain trois 'aires', trois catégories au moins, se dessinent: un centre étroit, des régions secondes assez développées, pour finir, d'énormes marges extérieures... Les régions arriérées, à la marge [de l'économie-monde, sont de] vastes régions drainées au

bénéfice des marchés d'Occident, condamnées à accorder leur production moins aux besoins locaux qu'à la demande des marchés extérieurs... »<sup>1</sup>.

Dans ce jeu relationnel, les pays dominés contribuent au renforcement du système de l'économie-monde ou système mondial par leur participation à la division internationale du travail. En outre, des mécanismes et processus politique – alliances internationales de classes, néo-colonialisme, interventions politiques et/ou militaires, etc. – renforcent la cohésion de l'ensemble<sup>2</sup>.

Ainsi, étudier l'Amérique latine dans le système mondial, c'est, dans un premier temps, mettre en relief la contribution de la région au fonctionnement du tout, c'est-à-dire du système mondial. Dans cette perspective, il s'agira d'établir comment cette fonction a été assurée en ce qui concerne la région. Parce que le rapport à l'économie mondiale est fondamental pour la reproduction du système mondial, les relations économiques internationales de l'Amérique latine sont un aspect central des relations internationales de la région. Elles en sont la composante principale. Des sous-systèmes du système mondial, est-il besoin de le souligner encore une fois, le sous-système socio-économique (le système de l'économie mondiale) est de loin le plus fondamental, en ce sens qu'il est le fondement des rapports centre/périphérie, de même qu'il est le fondement de l'insertion des pays dominés dans le système mondial. À ce sujet, il est utile de se rappeler que le système mondial s'est constitué à partir d'une nécessité économique, à savoir l'obligation pour certaines sociétés de lever les barrières à l'accumulation du capital. Ce qui fait que les liaisons ainsi instaurées entre différentes économies doivent être maintenues/reproduites constamment. Les autres sous-systèmes du système mondial – les sous-systèmes politico-militaire et socio-culturel –, en général, fournissent un appui extra-économique aux forces mondiales purement économiques<sup>3</sup>.

La contribution au fonctionnement global du système mondial ne concerne pas cependant que le niveau socio-économique de celui-ci. Elle comprend aussi des politiques articulées sur la logique du rapport de force stratégique global. La majorité des pays dominés, notons-le, sont dans un rapport de force avec les grandes puissances, d'une façon ou d'une autre. Or, quel est sur ce point l'apport de l'Amérique latine? Quelle est sa contribution au maintien de ce rapport de force? Quelles sont les forces qui interviennent à ce niveau? L'hégémonie américaine sur

1. Fernand BRAUDEL, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme, XV<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècle, tome 3, Le temps du monde*, Paris, A. Colin, 1979, chap. I; Cf. aussi, Immanuel WALLERSTEIN, *Capitalisme et économie-monde, 1450-1640*, Paris, Flammarion, 1980.

2. « Rien d'étonnant, écrit F. Braudel, si la matière sociale qui se coule dans les cadres de l'économie-monde semble finalement s'y adapter durablement, s'y solidifier et ne faire qu'un avec eux... Chaque tâche, une fois distribuée dans la division internationale du travail, crée son contrôle particulier et le contrôle articule, commande la société... », *Ibid.*, p. 48.

3. Nous partageons le point de vue de Volker BORNCHIER pour qui « les forces mondiales purement économiques ont besoin d'un appui extra-économique, qu'il s'agisse du recours à la force (et donc au système politico-militaire) ou d'un consensus reposant sur un système normatif mondial ». Cf., Volker BORNCHIER, « L'économie mondiale dans le système mondial: structure, dépendance et évolution », dans *Revue internationale des sciences sociales*, vol. XXXIV, no 1, 1982, p. 41; Cf. aussi, Albert BERGESEN, « Un paradigme nouveau: le système-monde », dans *Revue internationale des sciences sociales*, vol. XXXIV, no 1, 1982, pp. 23-37.

la région et l'obligation des dirigeants américains de compter sur des appuis internationaux importants dans leur confrontation avec l'URSS ne laissent pas beaucoup de latitude aux pays de l'Amérique latine. L'étroitesse des liens et la proximité géographique sont, dans le cas présent, des facteurs géopolitiques contraignants.

Mais étudier l'Amérique latine dans le système mondial, c'est aussi prendre en compte les initiatives des États de la région, sujets des relations internationales, pour modifier leur position dans la division internationale du travail, d'une part, et essayer de créer de nouveaux rapports de force internationaux avec les centres de la domination, d'autre part. En général, les États dominés ne subissent pas passivement la domination exercée sur eux<sup>4</sup>. À leur façon, ils essaient tous d'améliorer leur place dans le « concert des nations » en se dotant des capacités nécessaires à un rôle plus actif dans les relations internationales. La détermination et la rigueur avec lesquelles chacun de ces acteurs poursuit ces objectifs varient certes considérablement. Mais, depuis la Seconde Guerre mondiale et plus précisément depuis le début des années 1960, le désir de changement de l'ordre mondial est une réalité historique qui a fini par gagner l'ensemble des pays dominés.

Contribution à la reproduction du système mondial et contestation de certains des aspects les plus choquants de ce système, tels sont donc les deux pôles dont l'analyste de l'action internationale des pays dominés doit tenir compte. Ce sont là aussi les dimensions de l'analyse des relations internationales de l'Amérique latine ici proposée.

Il va sans dire que, ce qui suit, n'est pas une étude exhaustive. L'histoire des relations internationales de l'Amérique latine y est brossée à grands traits. Les aspects étudiés reflètent des choix personnels que le lecteur est en droit de contester. À une stratégie qui essaierait en vain de tout couvrir, nous avons préféré une autre axée sur les lignes de force, les tendances fortes de cette histoire. Davantage pour en retrouver le mouvement et le sens profond que pour en retracer le cours détaillé.

La discussion accorde une place importante aux facteurs internes dans l'explication des relations internationales de la région. Les luttes pour le pouvoir, les oppositions de classe et d'intérêts, la définition et la confrontation de projets de société opposés, les aspirations des masses et leurs luttes pour une meilleure distribution des richesses nationales, bref les différents états du rapport de force interne, voilà autant de situations qui limitent et orientent l'action internationale des dirigeants latino-américains. Or, dans ce cas comme dans celui des autres pays dominés, celles-ci sont en partie déterminées par l'insertion dans l'économie mondiale. Nombre de politiques adoptées en politique internationale et nationale par les États latino-américains sont des réponses à des situations engendrées par cet état

4. Cf., P. SALAMA et C. DOMINAMI, *L'État surdéveloppé*, Paris, La Découverte, 1982.

de choses<sup>5</sup>. Les contraintes de valorisation du capital domestique et international et les effets produits sur le mode d'accumulation bouleversent profondément l'ordre interne des États latino-américains, nécessitant des ajustements à des coûts exorbitants. Dans ce sens, le rapport à l'économie mondiale est fondamental. Aussi, l'analyse en fait-elle cas.

Le trait majeur de cette histoire, c'est la crise générale des pays de la région. Une crise que partagent avec eux les autres pays dominés. C'est ce qui donne à la période étudiée son homogénéité. Cette crise est une crise du sous-développement, donc, à la fois une crise économique, une crise sociale et une crise politique. Nous pouvons dire, sans risque d'exagération, qu'elle conditionne toutes les relations internationales de l'Amérique latine.

Les facteurs externes ne sont pas négligés pour autant. La référence à l'économie mondiale ne l'indique que trop. Les initiatives des autres États, le mouvement de la conjoncture internationale et l'évolution du rapport de force international sont autant d'éléments dont il est aussi tenu compte. La politique internationale des pays d'Amérique latine serait incompréhensible autrement.

Quatre points seront discutés dans ce qui suit: la reconduction de l'insertion dans l'économie mondiale, les relations hémisphériques (inter-américaines), la solidarité avec le Tiers-Monde et les rapports avec l'Europe.

## I – LA RECONDUCTION DE L'INSERTION DANS L'ÉCONOMIE MONDIALE

La région est intégrée à l'économie mondiale depuis le XV<sup>ème</sup> siècle, c'est-à-dire depuis la conquête espagnole. Cette situation est demeurée inchangée malgré les crises et les modifications intervenues dans l'exercice de l'hégémonie. Seul le mode d'insertion a varié à travers le temps. L'affaiblissement momentané du centre de la domination après la Deuxième Guerre mondiale, il faut le reconnaître, ne débouche pas sur des remises en question radicales. Dans la conjoncture d'après-guerre, la prééminence des États-Unis, les politiques des dirigeants américains et latino-américains assurent le maintien des économies concernées dans l'économie mondiale. Le développement de l'économie mondiale sur la base d'une internationalisation plus poussée du capital contribue, sans nul doute, à pareil résultat. Ainsi, politiques gouvernementales et mouvement du capital sont les deux aspects que doit retenir l'analyse. Notons, toutefois, que la période n'est pas homogène. À une phase de domination absolue des États-Unis (1950-1959) succède une tranche d'histoire caractérisée par la montée de la compétition des autres pays dominants pour le « partage du monde ».

5. Parmi les divers auteurs qui ont d'une façon ou d'une autre discuté de ces questions, le lecteur pourra consulter avantagement les publications suivantes: James N. ROSENAU, « Pre-Theories and Theories of Foreign Policy », dans Farrell, R. Barry (ed.), *Approaches to Comparative and International Politics*, Evanston, Northwestern University Press, 1966; Dale L. JOHNSON, « Dependence and the International System », dans James D. COCKROFT, Andre-G. FRANK and Dale L. JOHNSON, *Dependence and Underdevelopment*, Garden City, New York, Doubleday and Company Inc., 1972; F.H. CARDOSO et E. FALETTO, *Dependance et développement en Amérique latine*, Paris, PUF., 1978.

La note dominante de la période 1950-1959 est la continuation de l'hégémonie américaine sur le monde occidental. L'Europe en 1950 est encore aux prises avec les problèmes de la reconstruction et demeure tributaire de l'aide américaine. Il faut attendre le milieu de la décennie pour qu'elle entre, avec la constitution en 1957 du Marché commun, dans une phase de croissance qui l'amènera dans les années 1960 à relever le défi américain. Les capitaux disponibles s'investissent surtout dans les colonies<sup>6</sup>. Les bourgeoisies concernées s'évertuent à recréer les conditions d'une accumulation capitaliste autonome.

De ce fait, l'hégémonie des États-Unis sur l'Amérique latine est écrasante. Cela est visible, par exemple, dans le mouvement des investissements américains dans le monde. Comme le montre le tableau I, l'Amérique latine vient au premier rang des investissements américains avec, à la fin de 1951, des investissements de \$5 174 milliards sur un total de \$13 127 milliards.

TABLEAU I  
États-Unis: investissements directs, par régions  
(en millions de dollars des États-Unis)

Régions	Capitaux exportés, 1946-1951			Investissements à la fin de 1951
	Sorties réelles de capitaux	Réinvestissements effectués par les filiales	Totaux	
Canada	783	1 039	1 822	4 078
Amérique latine	1 629	864	2 493	5 174
Europe occidentale	297	503	800	1 890
Dépendances de pays d'Europe occidentale	170	131	301	438
Autres pays européens	22	29	51	49
Autres régions	781	287	1 068	1 498
Totaux	3 682	2 853	6 535	13 127

SOURCE: ONU, *Le courant international des capitaux privés, 1956-1958*, p. 14.

Entre 1951 et 1961, la région reçoit des investissements américains totalisant \$6 900 milliards, dont la plus grande partie sous forme d'investissements directs<sup>7</sup>. L'orientation de ces derniers est intéressante.

Cet investissement très concentré s'oriente vers quelques secteurs économiques<sup>8</sup>. Les secteurs traditionnels – industries extractives et pétrole – y occupent une place importante (12 % et 33 % pour la période 1951-1962). Notons aussi l'intérêt

6. Cf., ONU, *Les courants internationaux de capitaux privés 1946-1952*, New York, Nations Unies, 1959; Daniel A. HOLLY, *L'Unesco, le Tiers-Monde et l'économie mondiale*. Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1981, pp. 43-69.

7. United Nations, *External Financing in Latin America*, New York, United Nations, 1965, p. 213.

8. *Ibid.*, p. 215.

manifesté pour le secteur manufacturier (31 %). Il en résulte que le rôle de la région dans la division internationale du travail s'en trouve conforté, le capital américain s'arrangeant en même temps pour tirer profit du processus de substitution d'importation que connaît la région. Ainsi, celle-ci est toujours, au cours de cette période, une zone de valorisation par excellence du capital américain.

Les pouvoirs publics américains s'évertuent d'ailleurs à favoriser le mouvement du capital privé américain en direction de cette partie du monde et à en consolider l'emprise. D'ailleurs, ce mouvement du capital privé américain est puissamment aidé par les activités de l'Export-Import Bank, institution financière publique américaine engagée dans l'aide publique aux pays défavorisés et particulièrement active en Amérique latine. Elle est autorisée à prêter aux entreprises privées nationales (É.U.) ou étrangères pour le développement des affaires ou l'expansion commerciale dans les pays étrangers quand il s'agit de sociétés américaines.

La moyenne annuelle des prêts de l'Eximbank à la région entre 1951 et 1955 atteint \$169,6 millions. Elle passe à \$250,0 millions entre 1956 et 1960. Au total, les engagements de la banque en Amérique latine s'élèvent à \$3 119,2 milliards pour la période 1951-1963<sup>9</sup>. Un rapport de l'ONU note même que

l'octroi de crédits par l'Export-Import Bank s'est accompagné d'exportation de capitaux privés qui... ont atteint au total plus de \$840 millions entre 1952 et 1958<sup>10</sup>.

Parallèlement, les gouvernants américains refusent d'augmenter significativement l'aide publique à l'Amérique latine et d'en changer l'orientation et les conditions d'octroi, en dépit des demandes répétées des gouvernements de la région, davantage conscients de la précarité des situations internes. Ce mouvement de l'aide publique américaine, rappelons-le, est conforme à la politique générale des États-Unis, dans la conjoncture, de ne pas accroître le volume des moyens financiers publics mis à la disposition des pays d'Amérique latine. Dans l'esprit des dirigeants, les ressources des institutions prêteuses tant américaines qu'internationales suffisent amplement. Aussi, à la Réunion des ministres des Finances de Rio de Janeiro en 1954 et à la Conférence économique de l'OEA, tenue à Buenos Aires en 1957, les Américains refusent-ils à leurs partenaires toute concession à ce chapitre<sup>11</sup>. Et, les propositions de création d'une banque régionale de développement avancées par certains gouvernements latino-américains ne sont pas retenues par les États-Unis<sup>12</sup>.

La composition du flux des capitaux long terme américain en direction d'Amérique latine est, à ce titre, révélatrice. Deux tiers des \$11 milliards environ que représentent ces capitaux entre 1951 et 1963 provenaient du secteur privé<sup>13</sup>. Les moyennes annuelles respectives des deux types de capitaux long terme (privés et

9. United Nations, *External Financing in Latin America*, New York, United Nations, 1965.

11. Cf., J. Loyd MECHAM, *A Survey of United States - Latin American Relations*, New York, Joughton Mifflin Company, 1965, p. 190.

12. Cf., Alonso AGUILAR, *op. cit.*, pp. 108-109.

13. United Nations, *External Financing in Latin America*, p. 207.

publics) sont encore plus aveuglantes. Pour la période 1951-1955, les parts des capitaux privés et publics dans l'ensemble sont respectivement de 72 % et de 28 %. Elles demeurent inchangées pendant la deuxième moitié de la décennie, soit la période 1956-1960<sup>14</sup>.

Ces capitaux publics, notons-le, sont massivement affectés à la réalisation de travaux d'infrastructures, travaux généralement boudés par le capital privé à cause de leur faible rentabilité<sup>15</sup>. Celui-ci peut ainsi s'« accaparer » des secteurs plus dynamiques et plus rentables. Résultat de cette politique: des possibilités accrues au capital privé américain de participer au mouvement d'industrialisation que connaissent les grands États de la région. Six pays: le Brésil, le Mexique, l'Argentine, la Colombie, le Chili et le Pérou reçoivent plus de 90 % des prêts de l'Eximbank<sup>16</sup>. Il n'est pas étonnant, dès lors, que la crise latente des pays de l'Amérique latine continue à se développer malgré le répit de la guerre de Corée. En effet, l'afflux des devises dû à la guerre de Corée ne masque que pour un temps la crise latente des sociétés latino-américaines, la flambée de la demande internationale de matières premières à la faveur de cette guerre étant de courte durée<sup>17</sup>. Aussi, les gouvernements ont de plus en plus de difficultés à assurer le financement de l'effort de développement des forces productives de leur pays et à élever, tant soit peu, le niveau de vie de la majorité des populations.

Et ce n'est pas par hasard que, dès 1952, les Nations Unies préconisent l'adoption de « mesures internationales pour assurer un apport suffisant de capitaux dans les pays insuffisamment développés »<sup>18</sup>.

Malgré cela, la grande majorité des gouvernements d'Amérique latine demeurent fidèles à l'esprit de l'alliance scellée en 1932 lors de l'adoption par les États-Unis de la politique du bon voisinage, à la collaboration inaugurée depuis et à l'inter-américanisme.

Parmi les régions sous-développées, l'Amérique latine est toujours, au cours de la période qui suit, une zone privilégiée de valorisation du capital international. Elle vient en tête avec un volume de \$18 449,3 milliards d'investissements directs sur un total de \$33 134,6 milliards pour l'ensemble des pays sous-développés, à la fin de 1967<sup>19</sup>. L'évolution du courant annuel d'investissements directs dans certains pays de la région confirme l'intérêt du capital étranger, comme l'indique le tableau II.

14. *Ibid.*, p. 208.

15. *Ibid.*, pp. 221-225.

16. *Ibid.*, p. 209.

17. « Sur une période de douze mois (1<sup>er</sup> juillet 1950 – 20 juin 1951) (les recettes d'exportation des pays sous-développés) accusent une augmentation de 40 % par rapport au taux annuel des six premiers mois de 1950. Cette flambée est cependant de courte durée, puisqu'on enregistre une baisse des recettes d'exportation des 'pays insuffisamment développés' après le 30 juin 1951, à raison de la réduction du volume des exportations et de la baisse des prix », in Daniel A. HOLLY, *op. cit.*, p. 55.

18. ONU, *Rapport sur l'économie mondiale, 1950-1951*, New York, Nations-Unies, 1952, p. 12.

19. Cf., United Nations, *Multinational Corporations in World Development*, New York, United Nations, 1973, p. 177.

**TABEAU II**  
**Pays développés sélectionnés: entrée actuelle d'investissements**  
**étrangers directs et sortie de revenus sur les investissements**  
**directs antérieurs accumulés, par région, 1965-1970**  
**(millions de dollars)**

Région	1965	1966	1967	1968	1969	1970
<b>Afrique, total</b>						
A. Entrée .....	182,2	163,7	241,5	201,6	235,5	270,7
B. Sortie .....	380,8	718,8	708,6	963,7	924,3	996,2
C. Solde .....	-198,6	-555,1	-467,1	-762,1	-688,8	-725,5
Pays non-producteurs de pétrole						
A. Entrée .....	133,5	74,7	61,5	53,6	46,5	42,7
B. Sortie .....	49,3	53,8	56,6	57,7	56,3	60,2
C. Solde .....	84,2	20,9	4,9	-4,1	-9,8	-17,5
Pays producteurs de pétrole						
A. Entrée .....	48,7	89,0	180,0	148,0	189,0	228,0
B. Sortie .....	331,5	665,0	652,0	906,0	868,0	936,0
C. Solde .....	-282,8	-576,0	-472,0	-758,0	-679,0	-708,0
<b>Western hemisphere, total</b>						
A. Entrée .....	723,3	780,5	647,5	1 011,4	1 088,6	1 141,9
B. Sortie .....	1 437,9	1 752,7	1 793,4	2 021,4	2 093,0	1 943,7
C. Solde .....	-714,6	-972,2	-1 145,9	-1 010,0	-1 004,4	-801,8
Pays non-producteurs de pétrole						
A. Entrée .....	642,3	671,5	567,5	827,4	964,6	1 067,9
B. Sortie .....	722,9	1 043,7	1 119,4	1 291,4	1 418,0	1 382,7
C. Solde .....	-80,6	-372,2	-551,9	-464,0	-453,4	-314,8
Pays producteurs de pétrole						
A. Entrée .....	81,0	109,0	80,0	184,0	124,0	74,0
B. Sortie .....	715,0	709,0	674,0	730,0	675,0	561,0
C. Solde .....	-634,0	-600,0	-594,0	-546,0	-551,0	-487,0

SOURCE: Nations Unies, *Multinational Corporations in World Development*, New York, Nations Unies, 1973, p. 192.

Ces investissements sont de \$723,3 millions en 1965. Ils passent à \$1 141,9 milliard en 1970. Les profits générés par cet investissement cumulé sont considérables: \$1 437,9 milliard en 1965 et \$1 943,7 milliard en 1970, en passant par \$2 021,4 milliards en 1968 et \$2 093 milliards en 1969.

Ce mouvement de capitaux s'explique par les politiques des gouvernements en matière de relations économiques internationales. *La relation traditionnelle à l'économie mondiale n'est pas remise en cause: l'effort de développement économique doit s'appuyer en grande partie sur la participation du capital étranger.*

Les codes d'investissements qui sont adoptés un peu partout ont tous un aspect commun. Ils aménagent un environnement propice à l'essor des investissements étrangers, en prévoyant, par exemple, des régimes fiscaux spéciaux et toutes sortes de mesures incitatives. Ainsi, les capitaux étrangers continuent d'affluer vers la

région. Et, à ce titre, avec des modalités différentes dues à la modification graduelle du mode d'insertion des économies dominées dans l'économie mondiale sous l'effet de l'internationalisation croissante de la production, la période continue les développements antérieurs.

Entre 1970 et 1980, la politique de renouvellement de l'articulation à l'économie mondiale comporte comme principal aspect des politiques économiques ultra-libérales dont l'effet principal est l'accélération de la pénétration du capital étranger. Le Chili, après 1973, et l'Argentine sont les pays qui vont le plus loin dans cette direction, bien que dans le cas de cette dernière, il ne s'agisse que de la continuation des politiques des années 1960. Des pans entiers des secteurs industriels de ces pays s'effondrent sous le coup d'une concurrence internationale que l'élimination des barrières protectrices ravive et avantage. Le contrôle étranger sur ces secteurs se raffirme.

Cette situation se retrouve aussi ailleurs, dans une moindre mesure, il est vrai. Au Brésil, au Mexique, en Uruguay, en Colombie, au Pérou, en Équateur, au Salvador, au Guatemala, en République dominicaine, à Haïti, les zones franches se multiplient. Territoires étrangers sur le territoire national, ces zones franches sont, selon la belle expression de MM. Mattelart et Schmucler, des avant-postes de la production transnationale<sup>20</sup>. Certains sont créés vers la fin des années 1960, comme le montre le tableau III.

Mais, la plupart voient le jour pendant les années 1970.

Les fonctions de ces zones et ports libres sont multiples, mais toutes contribuent à renforcer le réseau: commercialisation ou production industrielles; consommation intérieure, régionale ou internationale, fabrication de produits finis, sous-traitance pour l'étranger ou fabrication de composants. Autant de maillons d'une longue chaîne qui échappe au contrôle des pays touchés<sup>21</sup>.

Cette politique est, certes, le fait des dirigeants des pays latino-américains intéressés avant tout à attirer des investissements étrangers sur leur territoire pour hâter le développement industriel de leur société. L'intervention massive de l'État dans certains secteurs oblige les firmes transnationales à s'adapter aux situations ainsi créées. Aussi, P. Salama et P. Tissier ont-ils raison lorsqu'ils affirment que

Certains pays semi-industrialisés ont acquis une dimension industrielle, voire financière, telle qu'ils peuvent s'adapter (aux) modifications présentes et potentielles de (la) division internationale du travail. Leur politique économique vise à la fois à favoriser la délocalisation de segments utilisant des combinaisons productives à intensité capitalistique plus élevée, à stimuler la production locale de segments amont et aval. Cette politique économique vise ainsi un double objectif: une redéfinition géographique de la division internationale du travail réservant aux pays les moins industrialisés les segments les plus *labor-using*; une intégration croissante des lignes de production par un accroissement de la valeur ajoutée produite localement.

20. Cf., A. MATTELART et H. SCHMUELER, *L'ordinateur et le Tiers-Monde*, Paris, Maspéro, 1983, pp. 37-40.

21. *Ibid.*, p. 53.

**TABEAU III**  
**Amérique latine: date de fondation des zones**  
**franches de production jusqu'en 1975**

Pays	Zones	Date
BRÉSIL	Manaus	1967
COLOMBIE	Barranquilla	1969
	Buenaventura	1973
	Palmaseca	1973
	Cucuta	1974
	La Romana	1969
RÉPUBLIQUE DOMINICAINE	S. Pedro de Macoris	1973
	Santiago	1974
	San Bartolo	1975
EL SALVADOR	S. Tomas de Castilla	1975
GUATEMALA	Port-au-Prince	1974
HAÏTI	Zone frontière	1965
MEXIQUE*	Colón	1974
PANAMA**	Mayaguez	1974
PORTO RICO		

SOURCE: A. MATTELART et H. SCHMUEGLER, *op. cit.*, p. 53.

... Ce type de stratégie traduit les possibilités accrues de modifier la division internationale du travail, de s'autonomiser davantage par rapport au centre, d'influer sur le cours de l'accumulation des firmes multinationales plutôt que de le subir passivement<sup>22</sup>.

Mais, ceci ne doit pas faire perdre de vue le rôle non négligeable du capital transnational. La vague de création de zones franches qui touche l'Amérique latine vient à la suite de l'épuisement relatif des premières zones franches installées, rappelons-le, surtout en Asie du Sud-Est. Les exigences nouvelles des gouvernements des pays de la première vague, désireux de constituer une industrie intégrée allant des secteurs légers aux secteurs lourds, oblige les transnationales à se tourner vers d'autres régions du monde, où se retrouvent des conditions de valorisation plus intéressantes.

Notons aussi l'action du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale sur les gouvernements des pays dominés. Ces institutions spécialisées du système des Nations Unies ne conseillent-elles pas à tous ces pays la voie de la substitution d'exportations.

L'action conjuguée de tous ces facteurs, dont le procès de valorisation du capital est le principal, reproduit constamment le système de l'économie mondiale. Le rôle des pays dominés et par conséquent, de l'Amérique latine, comme espace de valorisation du capital est consolidé. Ceci apparaît nettement dans les données du tableau IV.

22. P. SALAMA et P. TISSIER, *L'industrialisation dans le sous-développement*, Paris, Maspéro, 1982, p. 22; Cf. aussi, A. MATTELART et H. SCHMUEGLER, *op. cit.*, pp. 41-42.

TABLEAU IV  
**Les apports de ressources financières de pays membres  
du CAD <sup>(1)</sup> aux pays en voie de développement  
et aux institutions multilatérales, 1970-1975  
(en milliards de dollars E.U.)**

	1970	1971	1972	1973	1974	1975 (P)
<b>Décaissements nets</b>						
Total, flux publics et privés <sup>(2)</sup> .....	14,80	16,93	18,66	23,29	26,77	37,46
Total, flux publics .....	7,93	8,95	10,08	11,84	13,50	16,27
Aide publique au développement <sup>(3)</sup> .....	6,79	7,69	8,54	9,38	11,32	13,61
Dons <sup>(4)</sup> .....	3,31	3,63	4,36	4,46	5,34	6,31
Contributions multilatérales .....	1,12	1,35	1,92	2,27	3,06	3,76
Prêts bilatéraux .....	2,36	2,71	2,27	2,65	2,92	3,54
Autres flux publics <sup>(5)</sup> .....	1,14	1,26	1,55	2,46	2,18	2,66
Total, flux privés <sup>(2)</sup> .....	6,88	7,98	8,57	11,45	13,27	21,19
Investissements directs .....	3,54	3,63	4,47	6,71	7,06	9,18
Investissement bilatéral en portefeuille .....	0,72	0,73	1,98	3,29	3,80	n.d.
Investissement multilatéral en portefeuille .....	0,47	0,77	0,67	0,26	-0,07	n.d.
Crédits privés à l'exportation .....	2,14	2,85	1,45	1,20	2,48	6,19
<b>Indicateurs de volume (décaissements nets)</b>						
Flux total en pourcentage du PNB <sup>(2)</sup> .....	0,73	0,76	0,73	0,75	0,78	0,99
Aide publique au développement en pourcentage du PNB .....	0,34	0,35	0,33	0,30	0,33	0,36
Flux privés et autres flux publics en pourcentage du PNB <sup>(2)</sup> .....	0,40	0,42	0,40	0,44	0,45	0,63
<b>Indicateurs des conditions</b>						
Dons en pourcentage des décaissements nets au titre de l'APD <sup>(6)</sup> .....	48,70	47,20	51,00	47,60	47,20	46,40
Échéance moyenne pondérée des prêts au titre de l'APD (années) <sup>(7)</sup> .....	30,20	29,10	29,50	32,00	n.d.	n.d.
Différé d'amortissement moyen pondéré des prêts au titre de l'APD (années) <sup>(7)</sup> .....	7,30	7,00	7,80	8,40	n.d.	n.d.
Taux d'intérêt moyen pondéré des prêts au titre de l'APD (%) <sup>(7)</sup> .....	2,80	2,80	2,80	2,40	n.d.	n.d.
Élément de don du total des engagements au titre de l'APD (%) .....	84,10	82,60	84,80	87,50	86,00	87,00

SOURCE: Banque mondiale, *Rapport annuel*, 1976, Washington, D.C., Banque mondiale, p. 128.

## II – LES RELATIONS INTER-AMÉRICAINES : LA COLLABORATION DE CLASSE

Les États d'Amérique latine caressent encore en 1950 l'espoir d'une réactivation du front inter-américain et de relations privilégiées avec les États-Unis. Ce dernier, occupé à consolider sa position mondiale, s'en éloigne toujours davantage. Les pays de la région, malgré certaines contradictions, sont des alliés fidèles, très largement utilisés, dans les forums internationaux ou ailleurs, dans la guerre froide. En relations internationales, pour une tranche relativement importante de cette période, l'Amérique latine ne se signale pas particulièrement par une activité internationale débordante.

Insensiblement, cependant, cette situation est travaillée par des forces qui contribuent à changer le rôle international de l'Amérique latine. Les réels progrès économiques de la région masquent difficilement la gravité de la crise du développement, un moment retardée par le renouveau, à la faveur de la guerre de Corée, de la demande internationale des matières premières et de l'afflux consécutif de devises étrangères. Les situations internes s'aiguisent. Tout cela débouchera sur des remises en question, hâtivement baptisées subversives, qui ébranleront la région et la propulseront, au cours de la décennie suivante, au premier plan de la scène internationale.

Pour le gouvernement américain, l'Organisation des États américains (OEA) organisation internationale régionale des Amériques, est un instrument commode de mobilisation des États américains dans sa stratégie anti-soviétique et de maintien du statu quo politique et social en Amérique latine. L'organisation régionale n'a pas, aux yeux de Washington, D.C., d'autres fonctions dans la conjoncture des années de guerre froide. À deux reprises, en 1951, à la Quatrième Réunion des ministres des Affaires étrangères à Washington, D.C., et en 1954, à la Dixième Conférence inter-américaine de Caracas, les représentants américains s'évertueront à faire adopter des résolutions à cet effet. Ainsi, à Washington, D.C., en 1951, il est décidé de charger le Conseil de défense inter-américain de planifier la défense du continent et de recommander aux gouvernements concernés de prendre des mesures légales contre les menées subversives du communisme international. Et la réunion de Caracas adopte une résolution déclarant toute victoire des communistes dans un État américain comme une menace à la paix et à la sécurité hémisphérique et nécessitant une réponse collective conformément aux termes du Traité de Rio<sup>23</sup>.

Les Latino-Américains, avec quelques exceptions notables dont le Mexique et l'Argentine, s'aligneront avec les États-Unis. Le sens profond des mesures préconisées n'échappent pas aux classes dirigeantes locales et à leurs représentants.

Ce qui est réellement en cause c'est moins la prétendue menace du communisme international que le danger que représentent les polarisations causées par l'exploitation et la misère. Alonso Aguilar n'a pas tort lorsque, décrivant la crise latino-américaine, il écrit ceci :

23. Alonso AGUILAR, *Pan Americanism from Monroe to the Present*, New York, Monthly Review Press, 1968, pp. 87-104.

Between 1957 and 1961 above, Latin-American gold and dollar reserves decreased by approximately \$1 billion; the per capital growth rate of the national product, which had been 3.5 percent between 1940 and 1950, dropped to 2.2 percent during 1951-1955, to 1.4 percent in 1956-1957, and to less than 1 percent between 1958 and 1961. Simultaneously, both agricultural and industrial production lagged in the majority of the countries, and inflation caused dislocations which in turn produced growing popular discontent and increasing political tension, often expressed through the adoption of repressive, frankly anti-democratic measures...<sup>24</sup>.

Derrière la façade de l'anticommunisme se devine aisément le désir de sauvegarder un certain statu quo profitable aux bourgeoisies américaines et latino-américaines. Derrière les déclarations de principe se profile le jeu des intérêts matériels. La mobilisation anticommuniste est l'expression politique du mouvement de l'accumulation capitaliste dans la région. En ce sens, elle est une condition de la reproduction de l'articulation des économies concernées. Il n'est pas étonnant dès lors que, lors même que les mesures adoptées ouvrent la porte à des interventions dans les affaires domestiques des États, la plupart des gouvernements s'y soient ralliés. L'ordre du capital a ses contraintes qui s'accommodent fort mal des susceptibilités nationales. La renonciation, en 1933, par les États-Unis, au droit d'intervention unilatérale dans les affaires latino-américaines, fondement nécessaire d'une alliance internationale de classes au niveau hémisphérique, portait fruit. Le gouvernement nationaliste et progressiste de Jacobo Arbenz au Guatemala en fait les frais dès les lendemains de la Conférence de Caracas. Bien partie, cette collaboration, stimulée par les contradictions qui agitent l'Amérique latine, connaîtra un grand essor au cours de la décennie des années 1960. Dès 1957, les effets de l'approfondissement de la crise du développement se font sentir sur la vie politique de la région.

Les développements guatémaltèques entre 1944 et 1954 signalent déjà à l'attention des observateurs l'ampleur des tensions qui traversent l'Amérique latine. La victoire des révolutionnaires cubains en 1959 ne laisse planer aucun doute: la misère des masses, l'inégale répartition du revenu national, l'égoïsme forcené des classes dirigeantes et l'exercice despotique du pouvoir sont autant de facteurs qui favorisent l'éclosion de la colère populaire et le développement de processus révolutionnaires. La réaction américaine au triomphe des révolutionnaires cubains montre assez qu'ils perçoivent les enjeux de la lutte. La Cinquième Réunion de consultation des ministres des Affaires étrangères, réunie à Santiago (Chili) en 1959, adopte une résolution sur la démocratie représentative réaffirmant l'attachement des pays membres de l'OEA à cette forme d'organisation politique. Certes, cette résolution vise les dictatures qui sévissent ici et là dans les Caraïbes et ailleurs. Mais, elle concerne surtout Cuba où les premières mesures des dirigeants révolutionnaires démontrent assez leur ferme intention de restructurer profondément la société cubaine et de modifier la place de l'économie cubaine dans le procès mondial d'accumulation capitaliste. Les classes dirigeantes s'évertueront à trouver

24. Alonso AGUILAR, *op. cit.*, pp. 106-107.

la parade à la menace représentée par l'expansion du mouvement de lutte de libération nationale. Le déferlement des indépendances africaines et asiatiques à partir de l'année d'après rendra cette recherche encore plus urgente.

L'essor des relations inter-américaines sous l'influence de la poussée des revendications des masses est considérable à partir de 1959. Devant la menace constituée par la détérioration des situations économiques, les États-Unis changent de ligne politique et augmentent leur aide publique à l'Amérique latine. La réaction des classes dirigeantes ne s'arrête cependant pas là. La coopération dans la lutte contre-révolutionnaire comprendra une dimension militaire, policière et répressive. C'est le fameux programme de lutte anti-surrectionnelle auquel participent presque tous les gouvernements de la région. C'est aussi le temps des coups d'État militaires plus ou moins encouragés par les États-Unis.

Les stratégies de cette politique essaieront d'infléchir le cours de la révolution cubaine elle-même, soit par le truchement de pressions de toutes sortes, soit en l'isolant.

C'est dans le cadre de l'organisation internationale régionale donc que s'organise la riposte des classes dirigeantes, effrayées à la seule idée de l'expansion possible de la ferveur révolutionnaire. Plusieurs réunions inter-américaines sont convoquées en rapport avec la situation cubaine: la Septième Réunion de consultation (San José, Costa Rica) en 1960, la Huitième Réunion de consultation (Punta del Este, Uruguay) en 1962, la Neuvième Réunion de consultation (Washington, D.C.) en 1963... Sous le leadership des États-Unis, chaque réunion est l'occasion d'un règlement de compte, où les principes d'une tradition pseudo-démocratique américaine sont invoqués à l'appui d'une politique qui débouche, devant la détermination des dirigeants cubains, sur l'exclusion de Cuba de l'OEA, en 1962, à Punta del Este.

Toutefois, malgré les pressions américaines, l'unanimité n'est pas atteinte. On est loin de s'accorder sur les mesures à prendre, même si l'on reconnaît la gravité de la situation. Ainsi, en 1962, à Punta del Este, six États, l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Chili, l'Équateur et le Mexique, ne votent pas la résolution d'exclusion. Par contre, tous les États représentés à cette réunion approuvent l'exclusion de Cuba du Conseil inter-américain de défense. Des développements ultérieurs, dont en particulier les coups d'État au Brésil, en Argentine et en Équateur entre 1962 et 1964, réduisent les rangs des dissidents. Mais, tous ces États sont solidaires des États-Unis au moment de la crise des missiles de 1962.

La résistance des principaux États de la région aux pressions américaines mérite qu'on s'y arrête quelque peu. Notons d'abord qu'elle est le fait de pays – c'est surtout le cas de l'Argentine et du Brésil, mais aussi de la Bolivie de Paz Estensoro et de l'Équateur de Velasco Ibarra – dirigés par des gouvernements qui entendent se démarquer d'une politique de traditionnel alignement sur les positions américaines. L'évolution du rapport de force interne dans ces républiques, dans les premières années de la décennie, facilite l'action de ces gouvernements<sup>25</sup>. Ils ne seront neutralisés que par l'intervention des appareils militaires.

25. Cf., F. PARKINSON, *Latin America, the Cold War and the World Powers 1945-1973*, Beverly Hills, Sage Publications, 1974, pp. 93-120.

Dans la situation créée par la révolution cubaine, ces États préfèrent, entre 1960 et 1962, jouer les intermédiaires et essayer de rapprocher les États-Unis de Cuba. C'est la position officielle des gouvernements argentin et brésilien. Ainsi, le président du Brésil, J. Quadros, déclare le 14 avril 1961 que son gouvernement « is in favor of all or any efforts at an understanding, bilaterally or multilaterally, in the Organization of American States or in the United Nations, that will resolve the issue between Cuba and the government of the United States »<sup>26</sup>. Arturo Frondizi, président de l'Argentine, offre même les bons offices de son pays, en février 1961<sup>27</sup>. En vain. Les États-Unis, forts de l'appui d'une majorité d'États membres de l'OEA, ont beau jeu pour faire adopter leurs politiques par l'organisation régionale.

Quelques-uns de ces États iront plus loin et tenteront de constituer un regroupement d'États autour d'une ligne de plus grande indépendance des États-Unis dans les relations internationales. Cette politique est symbolisée par la rencontre des présidents Frondizi et Quadros dans la ville frontalière d'Uruguaiana en avril 1961. Elle n'aura pas le temps de produire les effets souhaités car Frondizi est renversé l'année suivante, tandis que Quadros démissionne quelques mois plus tard, en août 1961<sup>28</sup>.

Ces gouvernements réagissent aussi au nom du principe de non-intervention. Le temps n'est pas loin où les États-Unis s'arrogeaient le droit d'intervenir unilatéralement dans les affaires intérieures des républiques latino-américaines. Aussi, ce n'est pas sans appréhension que les populations de la région assistent aux efforts américains pour bloquer le cours de la révolution cubaine. Aux yeux des gouvernements concernés, toute interférence et toute intervention dans les affaires cubaines constituent une violation du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes<sup>29</sup>.

Mais, comme nous l'avons déjà indiqué, tout ceci n'est que feu de paille. À l'exception du Mexique, tous ces gouvernements sont un à un emportés par des coups d'État. Les classes dirigeantes se sentent plus sécurisées dans une alliance étroite avec les États-Unis. Cuba est ainsi de plus en plus isolé. Quelle est sa réaction ?

L'hostilité ainsi manifestée à l'endroit de la révolution cubaine provoque un durcissement de la direction cubaine menacée par les menées subversives des réfugiés cubains bénéficiant de l'appui actif du gouvernement américain. La logique d'un système international bipolaire conduit alors les dirigeants de La Havane à rechercher une alliance avec l'URSS. La radicalisation de la révolution et la proclamation du socialisme dans l'île en 1961 facilitent les choses. Ceci n'est pas sans importance, car comme l'écrit J. Lévesque :

26. Cité par F. PARKINSON, *op. cit.*, p. 102.

27. *Ibid.*, p. 113.

28. *Ibid.*, p. 96. Parkinson écrit ceci : « The historical roots of the agreement of Uruguaiana reach back beyond the advent of Fidel Castro to power in Havana. According to Frondizi the central purpose of the policy initiated by him was the traditional Argentine one of creating in the *cono sur* of South America a strong multilateral combination composed of Argentina, Brazil, Chile, Uruguay and Peru » (p. 96).

29. *Ibid.*, p. 105.

au moment de la victoire de la révolution cubaine, l'Amérique latine occupait une place peu importante et même de dernier rang, dans l'ordre des espoirs soviétiques. Les régimes en place étaient solidement liés aux États-Unis. La pénétration économique américaine y était incomparablement plus forte qu'ailleurs dans le Tiers-Monde<sup>30</sup>.

Le rapprochement avec l'URSS signifiait que, dorénavant, l'Amérique latine devenait un enjeu dans les rapports Est-Ouest. Les Soviétiques sont forcés de réévaluer bien de leurs idées sur les possibilités de percées victorieuses du socialisme dans le Tiers-Monde.

Les relations avec l'URSS, quoique laisse entendre l'appartenance au camp socialiste, ne sont pas exemptes de tension. Les analyses des dirigeants cubains ne coïncident pas toujours avec celles des Soviétiques. Le jeu complexe des relations internationales en général et des relations entre pays socialistes leur permet parfois de l'emporter et de mener les politiques préconisées. C'est le cas notamment avec la promotion de la cause de la révolution en Amérique latine. Les dirigeants cubains y tenaient d'autant plus qu'il leur apparaissait que l'avenir de la révolution cubaine dépendait des succès remportés par les révolutionnaires sur le continent. Ils se heurtent à l'opposition des partis communistes latino-américains, pas du tout gagnés à l'analyse sous-tendant la position cubaine. Une entente sur cette question intervient, en 1964, entre Cuba et les partis concernés à la Conférence des partis communistes d'Amérique latine réunie à La Havane.

Un compromis, écrit J. Lévesque, fut réalisé entre Cuba et la majorité des partis sur l'épineuse question de la lutte armée. La Conférence approuva la lutte armée pour six pays. Selon les termes du communiqué, tous les participants s'engageaient à soutenir activement... les combattants de la liberté, du Venezuela, de la Colombie, du Guatemala, du Honduras, du Paraguay et d'Haïti<sup>31</sup>.

Voilà qui indiquait clairement les intentions de la direction cubaine de ne pas baisser pavillon devant les menaces et les menées des États-Unis et de leurs alliés latino-américains. Les choses n'en restèrent pas là.

À la Conférence tricontinentale à La Havane en 1966, Cuba prône la solidarité avec le Vietnam et les mouvements de guérillas latino-américains, marxistes-léninistes ou non<sup>32</sup>. Le militantisme révolutionnaire imprègne les travaux de la tricontinentale. La déclaration politique, adoptée à la fin de la conférence, proclame qu'à la violence des impérialistes, les peuples doivent répondre par la violence révolutionnaire tant pour protéger l'indépendance nationale que pour secouer le joug de l'exploitation des oligarchies<sup>33</sup>. Le compromis de 1964 entre La Havane et les partis communistes latino-américains est clairement remis en question. La Conférence marque ainsi une nette radicalisation de la diplomatie cubaine.

30. Jacques LÉVESQUE, *L'URSS et la révolution cubaine*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1976, pp. 20-21.

31. *Ibid.*, p. 126.

32. *Ibid.*, p. 143.

33. Cf., « La Conférence des trois continents et l'Amérique latine », dans *Problèmes d'Amérique latine. Notes et études documentaires*, ND 3300, Paris, La Documentation française, 1966.

Les réactions négatives des partis communistes latino-américains n'infléchissent pas l'orientation de la politique cubaine. L'année d'après, en 1967, est publié à La Havane, l'ouvrage de Régis Debray, *Révolution dans la révolution*, tentative de mise en forme théorique de l'expérience révolutionnaire cubaine qui est proposée comme modèle aux révolutionnaires latino-américains. La même année, la Première Conférence de l'Organisation latino-américaine de solidarité (OLAS) se réunit. Cette Conférence endosse l'essentiel des thèses cubaines sur la lutte révolutionnaire en Amérique latine<sup>34</sup>.

Cependant, les dirigeants cubains ne se contentent pas d'affirmer leurs positions sur l'avenir de la révolution latino-américaine. Ils apportent un soutien actif aux mouvements de guérillas en lutte dans plusieurs pays de la région. Ce qui leur vaut condamnations et dénonciations diverses lors de réunions de l'OEA, notamment lors de la Réunion de consultation des ministres des Affaires étrangères, en 1966. C'est aussi l'aventure du Che en Bolivie et son échec. Dès lors, il est naturel que la résistance organisée des classes dirigeantes de la région se soit étendue au militaire et au domaine policier.

Les États-Unis sont l'instigateur de cette coopération, qui se développe dès 1960 selon deux axes : la lutte anti-insurrectionnelle et la mise sur pied dans les pays de la région de programmes d'action civique par les forces armées latino-américaines<sup>35</sup>. Nous ne nous étendrons pas sur ces aspects de la réaction des classes et des gouvernements concernés. Mentionnons simplement que ces politiques sont essentiellement contre-révolutionnaires, qu'elles sont fondamentalement basées sur la répression et qu'elles furent généralisées à toute l'Amérique latine. L'effort n'est pas mince. Ainsi, en 1964, on comptait qu'un total de 16 343 militaires et autres membres des services de répression avaient suivi les cours de l'École des Amériques, cette institution d'entraînement située dans la zone du canal de Panama<sup>36</sup>. Signalons, en outre, l'ampleur de l'assistance militaire américaine – \$75 millions en moyenne par an entre 1960 et 1965 –, la polyvalence de l'effort – entraînement spécial des cadres militaires latino-américains à Fort Bragg, en Caroline du Nord. Tout ceci contribue, nul doute, au renforcement des appareils militaires. Dans un tel contexte, les militaires, investis de la responsabilité du maintien du statu quo, n'hésitent pas à se placer au-dessus des lois. Tout les pousse à le faire. Une série de coups d'État militaires balaie le continent<sup>37</sup>. Les plus remarquables sont ceux du Brésil (1964) et de l'Argentine (1962). La violence d'État se retournera bientôt contre les peuples d'Amérique latine avec toutes les conséquences et tous les

34. *Ibid.*, p. 153.

35. John SAXE-FERNANDEZ, « The Central American Defense Council and Pax Americana », in I. Louis JOROWITZ, J. de CASTRO and J. GERASSI, *Latin American Radicalism*, New York, Vintage Books, 1969, p. 86.

36. *Ibid.*, p. 83.

37. « Between 1962 and 1966 alone... constitutional law and order in Latin America was broken from eight to ten times by military forces bent on combating Communism and assuring 'representative democracy'. Frondizi in Argentina; Ydigoras in Guatemala; Arosemena in Ecuador; Bosch in the Dominican Republic; Villeda Morales in Honduras; Goulart in Brazil; and shortly after, Arturo Allia in Argentina, were all to topple, one after the other, charged with ineptitude and leniency toward Communism », in A. AGUILAR, *op. cit.*, p. 153.

malheurs que l'on connaît aujourd'hui. Savamment organisée, impitoyable, la répression aura, dans la plupart des cas, raison de l'action révolutionnaire, bien qu'il faille imputer aux erreurs du mouvement révolutionnaire une grande part de la responsabilité de l'échec.

La crise dominicaine et l'intervention militaire américaine dans ce pays en 1965 sont le prétexte d'une tentative de renforcement de ce mouvement. D'une part, les Américains en profitent pour essayer de rallier, non sans difficulté, les gouvernements latino-américains à l'idée de création d'une force de paix inter-américaine permanente susceptible d'être utilisée contre les menées « subversives » des forces opposées au statu quo. Ce projet n'aboutit pas. Ce qui n'empêche pas certains gouvernements militaires de s'entendre, à la Sixième Conférence des armées américaines tenue à Lima du 8 au 12 novembre 1965, sur l'établissement de contacts entre leurs appareils militaires respectifs en vue d'une action concertée contre la pénétration communiste<sup>38</sup>.

La mise sur pied de l'Alliance pour le progrès complète la stratégie. Des interventions aux seuls niveaux répressif et politique n'auraient pas permis, de l'avis des responsables politiques, de régler durablement la crise latino-américaine. On escomptait que l'augmentation des investissements, les différentes réformes prévues (réforme de la fiscalité, réforme agraire...), la planification économique élèveraient progressivement les niveaux de vie des masses et neutraliseraient la tentation révolutionnaire.

L'évolution de la crise donne ainsi aux dirigeants d'Amérique latine l'occasion d'obtenir des États-Unis des concessions importantes au plan du financement externe. Les Américains acceptent même, contrairement à leur position antérieure, que soit créée une Banque inter-américaine de développement, dont ils sont les plus gros souscripteurs. Dans l'ensemble, les intérêts américains sont servis par ces mesures, d'autant plus que la plupart des pays d'Amérique latine pratiquent une politique de très grande ouverture au capital étranger.

Notons que la répression atteint de nouveaux palliers durant la décennie 1970 sous l'effet conjugué des pressions révolutionnaires et de la mise en place dans la région d'un nouveau mode d'accumulation du capital. La politique de renforcement de l'articulation à l'économie mondiale, si généralement poursuivie au cours de ces années, reflet du mouvement profond de l'économie mondiale, comporte des exigences dont la principale est la constitution d'un ordre intérieur basé sur l'existence d'un État fort, seul capable d'assurer un fonctionnement adéquat de ce mode d'accumulation.

La situation générale en Amérique latine est, cependant, imprécise, en ce début de décennie. Le nouveau mode d'accumulation qui se met en place n'a pas encore produit tous ses effets sur les régimes politiques de la région. La gestion obligée de

38. *Ibid.*, p. 139.

la force de travail<sup>39</sup> imposée par ce mode d'accumulation nécessite, certes, la mise en place de systèmes autoritaires; mais les différents états de luttes de classes dans chaque formation sociale inhibent ou accélèrent le processus.

Ainsi, la radicalisation de l'opposition argentine-guerilla urbaine, grèves et très fort militantisme syndical... vers la fin des années 1960, à la suite des politiques économiques des gouvernements militaires, force ceux-ci à rechercher des solutions politiques à la crise. Des élections seront organisées qui amèneront Juan Peron au pouvoir en 1973<sup>40</sup>. L'échec de la formule ramènera les militaires au pouvoir et, à partir de là, la répression sur grande échelle sera pratiquée systématiquement. Par contre, au Brésil, la situation est stable depuis 1964. Les militaires détiennent les rênes du gouvernement pendant toute la décennie 1970. Ailleurs, les situations évolueront selon les changements du rapport de force et selon les pressions exercées par d'autres États. C'est le cas de la Bolivie et de l'Uruguay, par exemple, où l'influence brésilienne se révélera déterminante. D'autres États, le Mexique et le Venezuela, par exemple, résistent mieux aux difficultés socio-politiques causées par le mode d'insertion dans l'ordre international.

Cet état de chose, couplé avec les visées hégémoniques du Brésil en Amérique latine qu'appuient les États-Unis, permet un rapprochement entre le Chili, l'Argentine, la Bolivie du président Torres, le Pérou. Cette diplomatie est marquée par la signature en juillet 1971 d'un accord sur la procédure dans la dispute opposant le Chili et l'Argentine, à propos de la délimitation des eaux du détroit de Beagle, la rencontre des présidents Allende et Lanusse (Argentine) en Argentine, les visites d'Allende au Pérou, en Colombie et en Équateur<sup>41</sup>. La conjoncture est favorable. La plupart des pays concernés ont à leur tête des hommes décidés à contrer la trop grande influence des Américains. Certains sont dirigés par des équipes qui ont un projet bien articulé de politique étrangère et des stratégies bien arrêtées. Le Chili et le Pérou, notamment, retiennent l'attention.

Les choses se gâtent bientôt. Le gouvernement Torres de Bolivie est renversé par un coup d'État de droite en 1971. Deux ans plus tard, c'est le Chili qui bascule dans le camp de la réaction. Entre temps, la répression s'abat sur l'Uruguay, pendant la présidence de Bordaberry. Voilà qui ouvre la voie à l'émergence d'un front anti-communiste où se retrouvent le Brésil, le Chili, l'Uruguay, la Bolivie et, bien sûr, le Paraguay. L'Argentine rejoindra le groupe quelques années plus tard. La réaction triomphe.

Le Brésil est le principal instigateur de ce regroupement. Pays aux ressources immenses, la politique économique de ses dirigeants avait attiré des investissements

39. P. Salama et P. Tissier écrivent à ce sujet que « les firmes multinationales ne font guère de publicité sur les conditions de travail qu'elles arrivent à imposer à leurs ouvriers (à la périphérie). La prolifération de zones à réglementation libre du travail (zones franches), le développement de contrats de sous-traitance dans les zones industrielles constituent autant de révélateurs de l'importance d'une gestion libre de la main-d'oeuvre. Les enquêtes ponctuelles, les statistiques sur le *turn-over*, sur les accidents de travail... révèlent la forte usure de la main-d'oeuvre, et confirment l'importance que revêt la possibilité de gérer le plus librement possible cette main-d'oeuvre pour les entreprises multinationales. La possibilité d'imposer des conditions de travail épuisantes permet d'élever l'intensité et la productivité du travail », in P. SALAMA et P. TISSIER, *op. cit.*, pp. 18-19.

40. Cf., J.E. CORRADI, « Argentina », in R.H. CHILCOTE and J.C. EDELSTEIN, *op. cit.*

41. Cf., C. FORTIN, *op. cit.*, pp. 222-223.

étrangers considérables, concentrés en grande partie dans le secteur industriel. Les forces productives du pays se développent rapidement malgré la faiblesse évidente du marché domestique. D'où la nécessité de trouver des débouchés extérieurs. Cette politique économique conduit donc naturellement à l'expansion au-delà des frontières. Mieux, les chefs militaires veulent à tout prix définir au pays une vocation sous-impérialiste.

Cette terreur n'est pas l'apanage des seuls pays du cône sud de l'Amérique latine. Elle est utilisée largement ailleurs. En Amérique centrale, particulièrement. Là, elle ne pourra pas arrêter l'élan des masses populaires. Le régime somoziste est emporté au Nicaragua en 1979. Les pressions révolutionnaires sont très fortes au Salvador, au Guatemala et, dans une moindre mesure, au Honduras.

La victoire des forces de changement au Nicaragua n'est pas unique. La décennie est marquée aussi par l'arrivée au pouvoir, au Chili, de l'Unité populaire, regroupement de partis politiques voués à la construction du socialisme. Le triomphe des courants révolutionnaires n'est pas sans incidences sur les relations internationales de la région.

Une chose est certaine, les politiques suivies ou susceptibles d'être suivies par les gouvernements révolutionnaires ne laissent pas indifférents. États dominants, États dominés et jusqu'aux pays socialistes, sont interpellés par ces développements. Chacun essaie, à sa façon, d'influencer le cours des choses. Les réactions américaines, cependant, sont de loin les plus déterminantes. L'hégémonie américaine en Amérique latine et dans le système mondial leur permet de disposer de moyens d'intervention énormes. Toutefois, la décision de les utiliser ou non dépendra des conjonctures, comme nous le verrons. Aussi, les différents protagonistes seront-ils attentifs aux positions des États-Unis.

Le déroulement de l'expérience chilienne entre 1970 et 1973 entraîne un durcissement progressif de l'opposition des États-Unis. L'hostilité de ce pays est manifeste dès le lendemain de la victoire électorale des partis de gauche. Schématiquement, la stratégie américaine s'articule autour de trois axes: a) des actions « extérieures », essentiellement la série d'actes hostiles par lesquels le gouvernement américain signifie au gouvernement chilien son mécontentement. Ces actions sont de nature différente. Les unes sont symboliques. Tel est, par exemple, le cas lorsque le gouvernement américain annule la visite du navire de guerre « *Enterprise* ». D'autres sont ni plus ni moins des menaces à peine voilées de sanctions économiques à la suite des nationalisations. Par contre, certaines mesures sont franchement hostiles: refus d'accorder des prêts et des crédits au Chili, demande de re-paiement des dettes contractées par les gouvernements précédents, blocage dans les institutions internationales (Banque mondiale, FMI...) des demandes d'emprunt du Chili<sup>42</sup>; b) des contacts avec les forces d'opposition domestiques et préparation de la « relève ». Ainsi, les États-Unis sont en contact avec le leader de la Démocratie Chrétienne, Eduardo Frei. Ils accordent des crédits de \$5 millions aux

42. Cf., M.J. CAVAROZZI and J.F. PETRAS, « Chile », in R.H. CHILCOTE and J.C. EDELSTEIN, *op. cit.*, p. 558.

forces armées chiliennes, etc.<sup>43</sup>; c) enfin, une stratégie régionale. À ce sujet M.J. Cavarozzi et J.F. Petras écrivent que :

The regional strategy that U.S. policy-makers began developing before the end of 1971 had two basic ingredients: (1) strengthening Brazil as a counter-revolutionary center and a possible source of military intervention, if not directly in Chile, then at least in bordering countries such as Uruguay, if that country decided to go the Chilean route; (2) isolating Chile on its borders—especially in regard to Peru and Bolivia<sup>44</sup>.

Les États-Unis veulent essentiellement destabiliser la situation économique et sociale au Chili et provoquer un coup d'État qui renverserait le gouvernement. C'est ce qui se produit effectivement : le 11 septembre 1973, l'armée chilienne prend le pouvoir. Une nouvelle ère s'ouvre dans la vie politique du pays.

La conjoncture internationale est par contre différente lorsque les Sandinistes triomphent de la longue dictature des Somoza, au Nicaragua. Le tandem Nixon-Kissinger ne dirige plus la politique extérieure des États-Unis. Jimmy Carter est à la Maison-Blanche. Sa politique extérieure, en fait la politique extérieure de la Commission trilatérale, est axée sur la défense des droits de l'homme. Les défenseurs de l'ordre mondial du capital estiment qu'on a assez massacré dans les pays dominés et que le système mondial, maintenant que les ferments révolutionnaires les plus dangereux ont été extirpés, peut se passer de l'utilisation systématique de la terreur. Les régimes dictatoriaux sont sur la défensive, partout en Amérique latine, même si Washington, D.C., n'a pas l'intention d'aller jusqu'au bout de sa politique. Les dirigeants américains, quelque peu prisonniers de leur position annoncée sur les droits de l'homme, n'auront pas les coudées franches face à la révolution nicaraguayenne.

La conjoncture internationale est marquée aussi par les activités de l'Internationale socialiste. Ce regroupement de partis socialistes prend position sur les questions brûlantes de l'activité internationale. L'Internationale socialiste prêche la modération dans le cas de la révolution sandiniste et exhorte toutes les parties en cause à la modération. Son action est renforcée par la force des partis membres dont certains sont au pouvoir, particulièrement le parti social-démocrate allemand. Les sociaux-démocrates sont de plus présents dans plusieurs pays latino-américains. Et la social-démocratie se présente comme une alternative au socialisme dans le Tiers-Monde.

Notons, enfin, que la conjoncture de la fin des années 1970 est celle de l'affirmation des prétentions, souvent rivales, de deux pays, le Mexique et le Venezuela, à l'exercice d'une certaine influence dans les affaires d'Amérique centrale et des Caraïbes. Les gouvernements de ces deux États ont leurs propres idées sur la situation dans cette région du continent américain, conception qui diffère sensiblement de celle des États-Unis et risque, parfois, de les amener à s'opposer à cette dernière. La recherche par ces deux pays d'une position dominante

43. *Ibid.*, pp. 558-559.

44. *Ibid.*, p. 559.

dans la sous-région d'Amérique centrale et des Caraïbes s'inscrit dans la lignée des tentatives d'affaiblissement de l'hégémonie des États-Unis sur le continent qui jalonnent toute l'histoire des relations internationales des pays de l'Amérique latine et qu'illustrent les politiques récentes des militaires péruviens, de Janio Quadros et de tant d'autres. Le Mexique et le Venezuela ont un atout important: les revenus importants procurés par l'exploitation de leurs ressources pétrolières. En ce sens, la pseudo-crise de l'énergie et l'augmentation du prix du brut sont en partie responsables de l'adoption et de l'application de cette ligne. Les deux États mettront à contribution leurs ressources financières pour se constituer une clientèle parmi les autres États de la sous-région.

Tous ces facteurs contribuent puissamment à consolider la victoire des révolutionnaires nicaraguayens. Jusqu'à la fin du gouvernement Carter, les dirigeants révolutionnaires bénéficieront d'un « état de grâce » qu'ils sauront mettre à profit pour lancer leurs principales réformes, préparer l'éventuelle défense de la révolution contre des menées contre-révolutionnaires et se faire des alliés dans la communauté internationale.

La victoire des Sandinistes est aussi l'occasion d'un retour en force de Cuba sur la scène latino-américaine. La chute de l'Unité populaire au Chili en 1973, avait été un rude coup pour Cuba, un moment sorti de son isolement après la victoire des partis de gauche aux élections de 1970 au Chili. On se souviendra que le soutien actif des Cubains à la cause de la révolution socialiste dans le monde s'était déplacé, après les échecs de la guérilla révolutionnaire en Amérique latine dans les années 1960, à l'Afrique. Seul le soutien militaire direct, avec participation des troupes cubaines, avait empêché la défaite du parti d'Agostino Neto en Angola et celle des dirigeants révolutionnaires éthiopiens aux mains des Somaliens et des Érythréens, appuyés par l'Occident et quelques États arabes. Pour un temps, Cuba semblait s'être éloigné de l'Amérique latine. Or voilà qu'une autre expérience révolutionnaire se déroule en Amérique centrale, dont beaucoup d'éléments avaient peut-être reçu aide et entraînement à Cuba. Les relations sont étroites entre les deux pays. Les Cubains fournissent une aide multiforme au Nicaragua.

Ce rapprochement n'est pas sans inquiéter les dirigeants américains. Les ennuis causés aux États-Unis par la poursuite de la politique des droits de l'homme finissent par éroder la popularité du président Carter. La tolérance de son gouvernement à l'endroit de la révolution nicaraguayenne cède progressivement le pas à une plus grande intransigeance. Et, quand Reagan sera élu, il lui sera relativement assez facile de revenir à une ligne dure interventionniste basée sur le rejet de toute forme de socialisme en Amérique centrale et dans les Caraïbes.

### III – LA SOLIDARITÉ AVEC LE TIERS-MONDE OU LES TENTATIVES DE RESTRUCTURATION DE L'ORDRE MONDIAL

L'Amérique latine subit-elle passivement les « lois » du système mondial? Se contente-t-elle d'occuper la place qui lui a été dévolue dans l'ordre international? Malgré le poids énorme de la dépendance et l'impossibilité/refus de renverser complètement l'ordre du monde, les pays de la région ne sont pas totalement

impuissants. Nous avons déjà constaté, dans les pages précédentes, les tentatives faites par certains États pour modifier le rapport de force régional soit par la constitution de regroupements d'États partageant des objectifs communs de politique extérieure, soit par la mise en forme et l'application, au plan intérieur, de politiques de développement économique, considérées comme l'ingrédient essentiel du changement du rapport de force international. Le jeu des structures internationales crée des tensions qui fournissent aux pays dominés des occasions de contestation. Or, leurs effets ne sont pas circonscrits à l'Amérique latine. Depuis la décolonisation, le nombre des unités susceptibles de définir des politiques axées, en partie, sur une perception des intérêts nationaux a augmenté considérablement. La communauté de problèmes créera vite une propension à l'articulation d'une action concertée sur les structures de l'ordre du monde. Les conjonctures sont d'ailleurs propices. La politique du statu quo quant à la nature profonde de l'ordre mondial n'empêche pas la poursuite en même temps d'une autre politique, orientée, elle, vers la transformation de la division internationale du travail, la modification de la place occupée dans la hiérarchie internationale et le changement, sur cette base, du rapport de force Nord-Sud.

Après s'être tenue éloignée du mouvement des non-alignés, l'Amérique latine s'y rapproche. Cette « prudence » ne l'empêche pas, cependant, de coordonner son action avec celle des autres pays dominés, dans d'autres forums internationaux, particulièrement aux Nations Unies. Les pays de la région s'engagent fermement, aux côtés des autres pays sous-développés, dans la « bataille » pour un Nouvel Ordre. Parallèlement, on constate, au niveau régional, des développements intéressants : création de marchés communs et d'organismes économiques régionaux proprement latino-américains. L'objectif ici est, en plus de la modification de la division internationale du travail, la diminution de l'hégémonie américaine. L'importance de ces développements mérite qu'on s'y arrête.

C'est sur un fond de crise que se développe l'action sur les structures internationales. Les développements économiques de la région et les difficultés rencontrées prédisposent les pays à la contestation de l'ordre international. Déjà, vers la fin des années 1950, la substitution d'importation butte sur ses limites, imposant la recherche de solutions à cette impasse. Cette crise du modèle de développement latino-américain est l'occasion d'une réflexion en profondeur sur l'économie mondiale et les économies sous-développées<sup>45</sup>.

Les économistes latino-américains de la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine (CEPAL) élaborent au cours des années 1950 une interprétation du sous-développement, véritable dénonciation des structures de l'ordre international, et proposent des solutions à la crise. L'analyse des structures

45. Il est intéressant de noter que l'industrialisation substitutive d'importation est, en soi, une tentative historiquement significative. À ses débuts et dans le contexte où elle apparaît, elle marque un changement dans les rapports pays dominants et pays dominés, en ce sens qu'elle remet en question la division internationale du travail. Les résultats, une fois la Seconde Guerre mondiale terminée, sont cependant assez décevants. L'étroitesse des marchés freine l'industrialisation. Le capital international, un moment exclu, revient en force, à l'initiative, parfois, des classes dirigeantes, au bénéfice de qui s'était fait le développement industriel.

internationales de la CEPAL annonce les grands débats des décennies suivantes. Quel en est le contenu ?

Schématiquement, selon cette analyse, les structures de l'échange international sont responsables du sous-développement de la périphérie. Aussi, le développement économique est-il impossible dans cet ordre international. Il faudrait, pour y arriver, en modifier profondément les règles de fonctionnement. Mais, le rapport de force international interdit tout changement significatif à ce niveau. Les pays développés ne sont pas prêts, par exemple, à accepter la stabilisation des prix des matières premières ni à entreprendre quoi que ce soit pour satisfaire les revendications des pays dominés. Aussi, ceux-ci doivent-ils compter principalement sur eux-mêmes et définir des politiques susceptibles d'atténuer les effets, sur leurs économies, de l'ordre économique international. Pour la CEPAL, la voie la plus sûre, dans la conjoncture de la fin des années 1950, paraît être celle d'une accélération de l'industrialisation dans le cadre de la création de marchés communs régionaux.

Dans leur esprit, la formule accélèrera le développement industriel et favorisera l'élévation progressive du niveau de vie général des populations. Ce qu'il faut surtout retenir, c'est que, pour ces stratégies, il s'agissait de modifier par là, de façon décisive, la division internationale du travail. Un document officiel des Nations Unies affirme même que les problèmes du développement de l'Amérique latine

can be solved only if the following fundamental fact is recognized: Latin America, however great the external assistance it receives, however high the rate at which its exports expand... will be unable even to regain the rate of growth achieved in the post-war years, unless it makes a sustained effort to establish within its own territory the capital goods industries of which it is in such urgent need today... In order to produce these capital goods and develop all the intermediate goods industries required in order to launch these highly complex dynamic industries... Latin America needs a common market<sup>46</sup>.

Cette position générale soulève les appréhensions et même l'hostilité des milieux d'affaires et politiques nord-américains, effrayés par la perspective d'un éventuel recours à des politiques protectionnistes susceptibles de les évincer des marchés de la région.

Les économistes de la CEPAL travailleront, tout au long des années 1950 à propager ces idées. Leurs efforts seront couronnés de succès en 1960 avec la signature, d'une part, du Traité de Managua instituant le Marché commun de l'Amérique centrale et, d'autre part, du Traité de Montevideo créant l'Association latino-américaine de libre commerce (ALALC). Le désir d'une prise en main collective s'affirme ainsi avec force.

Même si, avec le recul du temps, il est facile de voir comment toute cette production intellectuelle, loin de signifier cette remise en cause radicale de la

46. Cited by Miguel SI WIONCZEK, « Latin in America Integration and United States Economic Policies », in Robert W. GREGG, *International Organization in the Western Hemisphere*, Syracuse, Syracuse University Press, 1968, p. 105.

domination que les maîtres du capital y avaient vue, allait plutôt dans le sens du mouvement de l'économie mondiale, il n'en demeure pas moins que le problème posé ainsi, c'est-à-dire le réaménagement des structures de l'ordre international, est significatif. Pour la première fois, des pays de la périphérie demandent à être des sujets des relations internationales, au lieu de continuer à subir passivement la logique du système mondial. L'acte en lui-même est extraordinaire. Il porte une revendication politique difficile à accepter par des États habitués à l'exercice unilatéral et arbitraire de la domination. Cette contestation annonce déjà celle des prochaines décennies que l'entrée en scène de nombreux nouveaux États sous-développés accentuera encore davantage.

La politique de solidarité active avec le Tiers-Monde ne se développera cependant qu'avec l'aggravation générale de la situation des pays sous-développés au cours des années 1960. Les pressions économiques sont si fortes que, malgré les trajectoires individuelles de chaque État, les pays d'Amérique latine joignent les rangs des autres pays dominés pour tenter d'obtenir des changements importants des règles des relations économiques internationales. Il faut noter que certains États, comme le Pérou, essaieront de poser sur le cours des choses en procédant à des réformes internes qui rejaillissent sur leurs relations internationales.

La pression des conditions économiques pousse donc les gouvernements à des initiatives individuelles ou collectives. L'action de premier type obéit à des considérations tournant autour de l'évolution du rapport de force interne. Elle peut tendre vers la modification réelle du rapport à l'économie mondiale et aux centres dominants ou être simplement une fuite en avant, destinée à masquer un refus de changement fondamental de l'ordre de chose domestique<sup>47</sup>. Ces deux orientations possibles se retrouvent aussi au niveau de l'action collective.

En général, la contestation des pays pauvres ne remet pas en question la nature de l'économie mondiale ni l'articulation des économies dominées au système de l'économie mondiale. Dans l'ensemble, les succès sont maigres. Le rapport de force international est ainsi structuré, que les pays dominés, à moins d'être animés d'une volonté à toute épreuve et de bénéficier d'une conjoncture des plus favorables, ont très peu de chance d'affecter durablement le système de relations internationales, à court terme. Des petites victoires ici et là et des remises en cause soutenues, tenaces et répétées finissent, cependant, par créer un irrésistible mouvement. Mais dans tout cela, l'important c'est la permanence de la crise du sous-développement, du fait de la dominance mondiale du capitalisme. C'est elle qui alimente la contestation des pays dominés et en fait un trait central des relations internationales.

La Première Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), tenue à Genève en 1964, est la première manifestation éclatante de

47. Voici en quels termes un analyste qui explique la politique extérieure de Janio Quadros du Brésil : « It is possible that he had a political formula whereby measures of internal retrenchment, bound to arouse misgiving after the palmy days of unrestrained economic expansion under his predecessor Kubitschek, could be combined with a spectacular diversification in the sphere of foreign policy which, he believed, would offset the unpopular measures he was taking at home », in F. PARKINSON, *Latin America, the Cold War and the World powers 1945-1973*, Beverly Hills, Sage Publications, 1974, p. 98.

ce rapprochement de l'Amérique latine avec le reste des pays sous-développés. Rappelons rapidement que c'est à l'initiative des pays dominés qu'est convoquée la Première Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, en 1964<sup>48</sup>. Cette Conférence doit trouver des solutions durables à la crise du sous-développement. Elle met l'accent sur la relation entre le commerce et le développement. Pour les protagonistes de l'événement, les structures de l'échange international et les règles qui les gouvernent, ne favorisent pas les pays dominés. Ceux-ci, constamment lésés, n'arrivent pas à trouver l'ensemble des moyens financiers nécessaires au développement de leurs forces productives. Aussi, les pays dominés exigent-ils une réforme en profondeur des structures de l'échange international. Nombre de thèmes développés à cette occasion seront inlassablement repris par la suite et finiront par constituer la base de ce que les pays sous-développés définissent aujourd'hui comme le Nouvel ordre économique international<sup>49</sup>.

Parmi les principales revendications des pays dominés relevons les suivantes :

- l'arrêt de la détérioration des prix des produits primaires ;
- la mise en place d'une nouvelle division internationale du travail avec de nouveaux schémas de production et d'échanges ;
- l'adoption de mesures (au plan du financement et de l'assistance technique) pour faciliter l'industrialisation des pays sous-développés ;
- etc.<sup>50</sup>

Voici donc posé en termes nouveaux le problème de l'articulation au système de l'économie mondiale.

La filiation de ces idées avec celles développées dans les années 1950 par la CEPAL est on ne peut plus frappante. Le secrétaire de la Conférence, rappelons-le, n'est nul autre que Raúl Prebisch, l'ancien secrétaire général de la CEPAL. Ses idées imprègnent les travaux de la Conférence.

L'Amérique latine, on s'en souviendra, s'était tenue éloignée du mouvement des non-alignés. Au moment où le mouvement se structure, elle est trop engagée derrière l'Occident pour rejoindre les rangs des afro-asiatiques. L'acuité de la crise du sous-développement, la similarité des situations vécues imposent la coordination des efforts dans la recherche de solutions à des problèmes, somme toute, communs. Dorénavant, les deux groupes – l'afro-asiatique et le latino-américain – prennent l'habitude de se réunir et de préparer par une conférence spécifique les conférences de la CNUCED. Ceci marque la naissance du « Groupe des 77 »<sup>51</sup>. La coordination, ainsi lancée, continue. Les États membres du Groupe se réunissent à Alger en 1967, pour préparer la réunion de la CNUCED de New Delhi l'année d'après. C'est d'ailleurs à cette occasion qu'est adoptée la Charte d'Alger.

48. Les pays dominants, États-Unis en tête, ont tout fait pour déjouer les projets de la majorité des pays membres de l'organisation mondiale.

49. M. BYÉ et Destanne de BERNIS, *op. cit.*, p. 885.

50. Cf., *Ibid.*, p. 885.

51. *Ibid.*, p. 884.

En plus de préciser les positions communes des membres du Groupe sur les politiques en matière de politiques de produits de base, de commerce d'articles manufacturés et semi-finis et de financement du développement, la Charte d'Alger institutionnalise la coopération des pays dominés. Les dispositions adoptées sont explicites :

Les représentants des pays en voie de développement du Groupe des 77 sont fermement décidés à maintenir et à renforcer encore l'unité et la solidarité du groupe des pays en voie de développement. À cette fin, ils ont convenu de se consulter régulièrement et de rester en contact.

Le Groupe des 77 devrait se réunir à l'échelon ministériel aussi souvent qu'il le juge nécessaire et, en tout cas, avant les sessions de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, afin d'harmoniser les positions des pays en voie de développement et d'élaborer des programmes d'action commune sur toutes les questions relatives au commerce et au développement. Il peut également se réunir à un autre niveau, selon les besoins des pays en voie de développement.

Pour toutes les questions concernant la préparation des réunions ministérielles, pour l'élaboration de politiques communes sur les problèmes qui sont du ressort de la CNUCED, l'autorité compétente du Groupe... est le Groupe des 31 pays en voie de développement<sup>52</sup>.

La dimension Nord-Sud devient de plus en plus une composante centrale des relations internationales. Elle tend même parfois à se substituer à la dimension Est-Ouest.

Ce désir de transformation de l'ordre international ne doit pas, cependant, nous faire perdre de vue les motivations différentes des États dominés, comme le souligne un chercheur vénézuélien à propos du débat sur le nouvel ordre international de l'information :

Il y a une prédominance excessive d'un tiers-mondisme comme justification à outrance qui ne paraît pas distinguer toujours entre État démocratique et progressiste d'une part, et d'autre part États totalitaires ou réactionnaires... Beaucoup de pays d'Amérique latine et du Tiers-Monde ont utilisé le nouvel ordre international de l'information comme une fuite en avant pour abandonner le terrain exigeant et donc dangereux des politiques nationales, arguant de la priorité du plan international. La défense enflammée du nouvel ordre économique, d'un nouvel ordre de l'information, d'un nouvel ordre technologique est, souvent, un masque heureux pour maintenir la situation intérieure inchangée<sup>53</sup>.

L'appartenance des pays d'Amérique latine au Groupe des 77 et leur participation active à ses travaux ne doivent donc pas nous tromper.

52. « Charte d'Alger, adoptée à la Première Réunion ministérielle du Groupe des 77 », in Brigitte STERN, *Un nouvel ordre économique international*, Paris, Economica, 1983, p. 420.

53. Cité par A. MATTELART, X. DELCOURT et M. MATTELART, *La culture contre la démocratie*, Paris, La Découverte, 1984, pp. 22-23.

La coopération ainsi amorcée continue dans les années 1970. La décennie est, en effet, marquée par la tenue de nombreuses réunions internationales consacrées à la restructuration de l'ordre économique mondial: réunions extraordinaires de l'Assemblée générale des Nations Unies en 1974 et 1976, Troisième et Quatrième Conférences des Nations Unies sur le commerce et le développement en 1972 (Santiago du Chili) et en 1976 (Nairobi), Deuxième Conférence de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) à Lima en 1975, etc.

Les délégués latino-américains y sont très actifs. Les gouvernements appuient et participent aux travaux du Groupe des 77. Certains accueillent même sur leur territoire les travaux de quelques réunions: la Deuxième Conférence générale de l'ONUDI à Lima et la Troisième CNUCED, au Chili, cette dernière malgré les tractations des États-Unis, intéressés à nuire au gouvernement socialiste de l'Unité populaire.

La solidarité avec le Tiers-Monde est d'ailleurs pratiquée activement par certains pays. C'est notamment le cas du Chili de l'Unité populaire qui devient membre du mouvement des pays non-alignés en 1971. La réunion d'experts préparatoire à la Conférence d'Alger se tient à Santiago et le Chili joue un rôle de premier plan dans l'élaboration des résolutions sur le statut du capital étranger<sup>54</sup>. À part le Chili, mentionnons le Pérou qui continue sur la foulée des décisions prises après 1968. D'autres pays, dont le Brésil, intéressés aux débats sur les questions économiques, envoient des observateurs aux réunions du mouvement.

L'intérêt des pays de la région pour les activités et travaux du mouvement des non-alignés n'est pas moindre comme l'attestent les statistiques des participations aux Conférences du mouvement. En 1961, à Belgrade, quatre pays d'Amérique latine seulement sont présents, dont un seul, Cuba, est membre à part entière. Les trois autres, – la Bolivie, le Brésil et l'Équateur – sont observateurs. En 1964, au Caire, huit États sont représentés, dont sept observateurs. À Lusaka (1970), à Alger (1973), à Colombo (1976) et à La Havane (1979), il y a une très nette progression: neuf États (dont huit observateurs) à Lusaka, onze à Alger et à Colombo (sept observateurs aux deux endroits) et quatorze à La Havane (huit observateurs et six membres)<sup>55</sup>.

En général, l'importance des problèmes confrontés par l'ensemble des pays sous-développés, dans la conjoncture des années 1970, est telle que les gouvernements peuvent difficilement se désintéresser des activités organisées d'institutions créées à l'initiative de certains regroupements de pays dominés. La crise économique mondiale crée de telles tensions et de si grandes difficultés à tous les pays que les pays dominés sont obligés de coordonner leur action pour faire aboutir leurs principales revendications. À ce titre, la crise économique est un facteur puissant de cohésion, en ce qui a trait à la participation dans les activités des organisations internationales.

54. Carlos FORTIN, « Principled Pragmatism in the Face of External Pressure: The Foreign Policy of the Allende Government », in R.G. HELLMAN and H.J. ROSENBAUM, *Latin America: The Search for a New International Role*, New York, John Wiley & Sons, 1975, pp. 226-227.

55. Eugène BERG, *Non-alignement et nouvel ordre mondial*, Paris, PUF, 1980.

#### IV – LA DIVERSIFICATION DE LA DÉPENDANCE

Dans leurs relations internationales, les États d'Amérique latine sont amenés également à rechercher une diminution de l'hégémonie américaine sur le continent<sup>56</sup>. La quête d'un nouveau rapport de force global avec les centres de la domination ne diminue pas pour autant la nécessité de casser le rapport de force régional. Il n'y a jamais, à un même moment, faut-il le rappeler, un unique rapport de force dans le monde. Il en existe autant qu'il y a d'intervenants dans les relations internationales. L'influence prépondérante des États-Unis et la dépendance excessive des pays de la région de ces derniers limitent trop la liberté des latino-américains. Il est donc normal que les hommes d'État latino-américains aient cherché à diversifier et à multiplier les relations de leur pays avec le reste du monde.

Ils se tourneront vers l'Europe et le Japon. Pour des raisons historiques, d'abord. Les liens avec l'Europe ont toujours été nombreux, variés et étroits. Mais, c'est aussi à cause du poids économique de ces régions. La politique de réduction de la dépendance des États-Unis signifie, en effet, réduction de la dépendance commerciale et financière. Or, quels autres pays, à part les pays européens et le Japon, peuvent mieux contribuer à la réalisation d'un pareil objectif? Il y a mieux cependant.

L'élargissement des relations avec l'Europe vise la protection des marchés d'exportation de l'Amérique latine, menacés par les liens spéciaux entre la communauté économique européenne et les anciennes possessions coloniales de l'Europe en Afrique, dans les Caraïbes et le Pacifique (les ACP). L'Europe, notons-le, et particulièrement l'Europe communautaire, intéresse au premier chef l'Amérique latine à cause de sa place dans les échanges de la région. Aussi, lui accorderons-nous une attention plus grande. C'est de là que viennent les plus grandes menaces. Les données du tableau V sont on ne peut plus explicites.

L'Europe communautaire est, après les États-Unis, le partenaire commercial le plus important de l'Amérique latine. En 1965, elle reçoit plus du tiers ( $\frac{1}{3}$ ) des exportations de la région. En 1979, quatorze ans plus tard, c'est 30,5 % des exportations de l'Amérique latine qui vont à l'Europe. Malgré une certaine baisse, l'Europe garde sa place dans les échanges du sous-continent.

Pour protéger leurs intérêts et parer aux dangers que représentent pour leurs économies l'intégration économique européenne et les accords de Yaoundé, les gouvernements latino-américains font des représentations aux instances communautaires compétentes pour attirer leur attention sur les conséquences néfastes possibles du processus intégratif et associatif. Des discussions sont engagées entre représentants de la CEE et représentants latino-américains après la mise en place d'un système de préférences pour les produits exportés par les pays africains associés, au

56. A. GLENN and Jr. MOWER, *The European Community and Latin America*, Westport, Conn., Greenwood Press, 1982, p. 37; cf. aussi, Bernard A. LIETAER, *Europe + Latin America + The Multinationals*, New York, Praeger, 1980, p. 27.

TABLEAU V

Années	Importations OCDE en provenance d'Amérique latine		Pourcentage par rapport au total OCDE des importations de l'Amérique latine en provenance de:		
	(millions de dollars)	(1965 = 100)	EUR 10	USA	JAPON
1965	9 159	100	38,4	40,1	7,5
1970	12 430	136	36,1	38,4	10,8
1972	14 149	154	34,4	40,8	9,8
1974	29 644	324	28,5	46,1	9,0
1975	27 232	297	29,8	43,5	9,1
1976	30 217	330	30,6	43,9	7,8
1977	37 107	405	30,9	44,1	8,0
1978	39 858	435	30,9	46,5	7,4
1979	53 154	580	30,5	49,0	8,2

Années	Exportations OCDE vers l'Amérique latine		Pourcentage par rapport au total OCDE des exportations vers l'Amérique latine provenant de:		
	(millions de dollars)	(1965 = 100)	EUR 10	USA	JAPON
1965	7 130	100	30,0	51,8	5,7
1970	11 821	166	30,1	47,5	8,4
1972	14 979	210	31,5	42,4	11,7
1974	31 904	447	27,8	44,8	14,7
1975	33 834	475	28,4	45,3	13,2
1976	33 004	463	26,2	46,0	13,9
1977	36 803	516	27,5	43,3	15,6
1978	43 090	604	26,8	36,1	14,0
1979	52 900	742	27,1	48,1	11,2

SOURCE: Eurostat, *Analyse des échanges entre la Communauté européenne et l'Amérique latine, 1965-1980*, Luxembourg, Office des publications des communautés européennes, 1982, p. 71.

terme des accords de Yaoundé<sup>57</sup>. Il s'agit de forcer la CEE à prendre en compte les intérêts de l'Amérique latine et à faire justice à leurs revendications. Ces démarches, il va sans dire, ne produisent aucun des résultats escomptés.

Aussi, pour éviter d'être laissés pour compte, les représentants latino-américains à Bruxelles proposent, en vain, en 1966, dans un memorandum (« Le Memorandum latino-américain de 1966 »), la création d'une Commission permanente conjointe chargée de l'examen des diverses questions des échanges entre les deux régions<sup>58</sup>. Cette demande pour la mise sur pied de structures de concertation devient un objectif de l'Amérique latine dans ses relations avec l'Europe communautaire. Elle est reprise dans la Déclaration de Buenos Aires de 1970. C'est alors seulement que les autorités de la CEE cèdent et acceptent d'organiser à Bruxelles, au niveau des ambassadeurs, des échanges réguliers CEE-Amérique latine. Ces rencontres, annuelles à l'origine, deviendront vite semi-annuelles.

Que gagne l'Amérique latine? Peu de choses, du point de vue de ses objectifs commerciaux. Nous pouvons relever la signature, entre 1971 et 1975, d'une série d'accords commerciaux non préférentiels entre la CEE et quatre États latino-américains: l'Argentine (1971), l'Uruguay (1973), le Brésil (1973) et le Mexique (1975). Les ACP continuent de bénéficier d'un statut privilégié tout au long de cette période.

Au plan des échanges, comme on peut le voir au tableau V, la situation au chapitre des exportations paraît satisfaisante, malgré l'érosion évidente de la position de l'Amérique latine. Cela est surtout vrai quand on la compare à la période qui va de 1958 à 1962. Les données du tableau VI sont éloquents. Elles laissent voir une progression réelle des exportations de l'Amérique latine vers l'Europe, qui en absorbe 19,5 % en 1962 alors qu'elle n'en recevait que 15,4 % en 1958. Or, entre 1962 et 1965, la part de l'Europe dans les exportations latino-américaines double pratiquement, passant à 38,4 %.

Ces statistiques sont cependant trompeuses, comme le constate un rapport officiel de la CEE:

En dépit de la croissance importante des échanges commerciaux illustrés par les valeurs absolues..., le 'poids' de l'Amérique latine dans le commerce extérieur de la CE s'est progressivement réduit: la part de l'Amérique latine sur le total des importations communautaires est passée de 8,7 % en 1965 à 5,4 % en 1979 et un phénomène analogue, bien que moins marqué, a été également observé pour le pourcentage de l'Amérique latine dans le total des exportations communautaires, puisque ce pourcentage est passé de 6,2 % en 1965 à 5,4 % en 1979<sup>59</sup>.

57. Cf., par exemple, Fabrice BRASIER, *La communauté économique européenne et le Tiers-Monde: néo-colonialisme ou amorce d'un nouvel ordre économique international? Le cas de la première convention de Lomé (1975-1980)*, Mémoire de maîtrise, Université du Québec à Montréal, 1982.

58. Cf., A. GLENN and Jr. MOWER, *op. cit.*, p. 38.

59. Eurostat, *Analyse des échanges entre la communauté européenne et l'Amérique latine, 1965-1980*, Luxembourg, Office des publications officielles des communautés européennes, 1982, p. 70.

TABLEAU VI  
 Amérique latine: structure géographique  
 des exportations (POB)  
 de 1958 à 1963

Années	C.E.E.	États-Unis	Royaume-Uni	Amérique latine	Autres	Total
(en millions de dollars U.S.)						
1958	1 255,8	3 593,9	673,3	737,1	1 894,8	8 154,9
1959	1 363,6	3 602,4	702,8	717,6	1 856,8	8 243,2
1960	1 520,1	3 674,6	751,0	688,6	2 025,8	8 660,1
1961	1 556,1	3 213,1	702,9	579,5	2 500,4	8 552,8
1962	1 782,5	3 244,2	713,7	694,0	2 679,4	9 113,8
1963	1 894,8	3 256,4	816,2	830,0	2 932,6	9 730,0
(en pourcentage)						
1958	15,4	44,1	8,3	9,0	23,2	100,0
1959	16,6	43,7	8,5	8,7	22,5	100,0
1960	17,6	42,4	8,7	7,9	23,4	100,0
1961	18,2	37,6	8,4	8,5	30,1	100,0
1962	19,5	33,5	8,4	8,5	30,1	100,0

SOURCE: J. MOLHO, *Le problème du commerce extérieur entre la communauté économique européenne et l'Amérique latine*, Paris, Centre d'études politiques, économiques et sociales de l'Amérique latine, 1965.

Par contre, les pays associés de la CEE, les ACP, conservent leur part du commerce de la communauté. Ainsi, au cours de la période 1972-1977, le commerce de l'Afrique avec l'Europe est stable, entre 6 % et 7 %<sup>60</sup>.

Toutefois, il ressort de ce qui précède que la dépendance commerciale de l'Amérique latine des États-Unis diminue entre 1958 et 1979, même si l'importance des échanges avec les États-Unis demeure.

Mais, c'est surtout dans le domaine des investissements directs que l'Europe prend un certain poids. Après une période de relatif désengagement, le vieux continent devient une source importante d'apports financiers dans les années 1960 et 1970. Et B.A. Lietaer peut écrire que:

As of 1967-70, the lion's share of all existing investment in Latin America... belonged to the USA. Europe accounted for the bulk of the remainder, with 29,6 per cent of the capital and 29,2 per cent of the subsidiaries. However, averaging at this level of aggregation... hides some significant variations in involvement by country.

For example, by 1970 European multinationals owned at least 43 per cent of the foreign manufacturing subsidiaries in Argentina, while they held 39,9 per cent of the subsidiaries in Brazil and 35 per cent in Chile.

... the most recent data published about some specific countries reveal that Europeans are continuing to increase their share in all *new* investments. For instance, 'Europe's share in total direct foreign investment in Brazil rose from

60. Cf., Bernard A. LIETAER, *op. cit.*, p. 26.

31 % in 1969 to 43 % in 1976, while that of the United States fell from 48 % to 32 % in the same period'. During 1977, Europe accounted for 49 per cent of all new foreign investment flows<sup>61</sup>.

Nul doute que la croissance économique européenne et la modification subséquente du rapport de force Europe-E.U. y est pour quelque chose. Les rivalités inter-impérialistes pour les marchés comme pour le partage des opportunités d'investissement, très vives au cours de la période, facilitent la stratégie latino-américaine de diversification de la dépendance. Les rapports avec l'Europe ont, de plus, l'avantage de permettre l'approfondissement du processus de développement industriel de la région et, ainsi, d'aider les États intéressés à modifier leur place dans la division internationale du travail. C'est le cas notamment du Brésil, du Mexique et du Venezuela qui accèdent, à la faveur de cette politique, au rang de pays nouvellement industrialisés.

## CONCLUSION

Ce rapide et nécessairement schématique survol des relations internationales de l'Amérique latine dans la période 1950-1980 nous a permis d'établir les limites de l'action internationale des pays de la région. Profondément intégré à l'ordre mondial, le sous-continent est traversé par les contradictions qui agitent le système mondial. Partagée entre la fidélité aux alliances internationales de classe, — fondement de sa contribution à la reproduction de l'ensemble mondial —, et un certain désir de rupture indispensable à un réel développement économique, — base d'une modification durable et significative du rapport de force international —, l'Amérique latine n'a pas vraiment bouleversé la scène internationale. À sa façon, elle a permis au système du monde de continuer à fonctionner sans trop de difficultés, même lorsqu'elle en contestait ouvertement les structures, et que certains des États de la région arrivaient à améliorer leur situation relationnelle internationale. En ce sens, son mode de participation aux affaires du monde et les effets qui en découlent (ou en découleront) contribuent à corriger les perturbations qui menacent le système. Comme l'écrit Michel Aglietta:

Un système social constitue une morphologie, c'est-à-dire un espace structuré par des rapports soumis aux principes de la différence qualitative et de l'inégale influence. De tels systèmes se développent de manière à reproduire en chacune de leurs parties un invariant fondamental, c'est-à-dire un rapport déterminant dont la présence garantit au système son intégrité et sa cohésion. Tant que la reproduction de l'invariant fondamental n'est pas mise en cause, les paramètres quantitatifs qui participent à la description du système évoluent continûment. Mais il existe des points faibles ou des zones où les mécanismes correcteurs des perturbations peuvent être annihilés. Une menace directe pèse alors sur la reproduction de l'invariant et donc sur l'existence du système lui-même. Dans ce cas le système réagit en totalité pour colmater la brèche en

61. Bernard A. LIETAER, *Ibid.*, p. 23.

modifiant la figure de régulation. Il y a changement de régime par transformation plus ou moins considérable de la morphologie. La rupture est une telle transformation<sup>62</sup>.

Ainsi, politique de plus grande insertion dans l'économie mondiale, collaboration internationale de classe, revendication d'un nouvel ordre économique mondial, malgré la nouveauté de la mobilisation relative des pays défavorisés derrière cet idéal, sont, dans leur sens le plus général, les manifestations de cette règle générale de fonctionnement des systèmes sociaux. L'essentiel, c'est-à-dire l'invariant fondamental, – en l'occurrence la domination internationale des rapports de production capitalistes –, une fois sauvegardé, les maîtres du jeu pourront toujours accepter de la part des dominés une certaine autonomie dans la conduite de leurs affaires. La reproduction peut continuer son cours. À moins que... les damnés de la terre ne décident, un jour, de ne plus jouer le jeu et de poursuivre une réelle politique de déconnexion.

---

62. Cf., Michel AGLIETTA, *Régulation et crise du capitalisme*, Paris, Calmann-Lévy, 1976, p. 17.